

A decorative horizontal brushstroke in shades of white and gold, sweeping across the upper middle of the slide.

Conférence de presse

12 janvier 2016

Patrice RACT MADOUX – Président de la CADES
Pierre HAINRY – Responsable adjoint, Opérations de marché



- **La CADES en 2015**
 - Rappels sur la CADES
 - Exécution du programme de financement 2015
 - La situation nette estimée de la CADES à fin 2015

- **La CADES en 2016**
 - Les nouvelles mesures pour 2016
 - Le programme de financement 2016

- **Annexes**
 - Organigramme de la CADES
 - Processus de reprise de dettes
 - Evolution des transferts de dette votés dans le LFSS pour 2011
 - Textes réglementaires
 - Tableau des chiffres clés

- 13,6 milliards d'euros amortis
- 15,0 milliards d'euros levés sur les marchés financiers internationaux
- 69% des montants levés en dollars américains
- Emission du premier emprunt obligataire en renminbi
 - d'un montant de de 3 milliards de renminbi (424 millions d'euros)
 - l'obligation la plus importante lancée par un émetteur de la zone euro

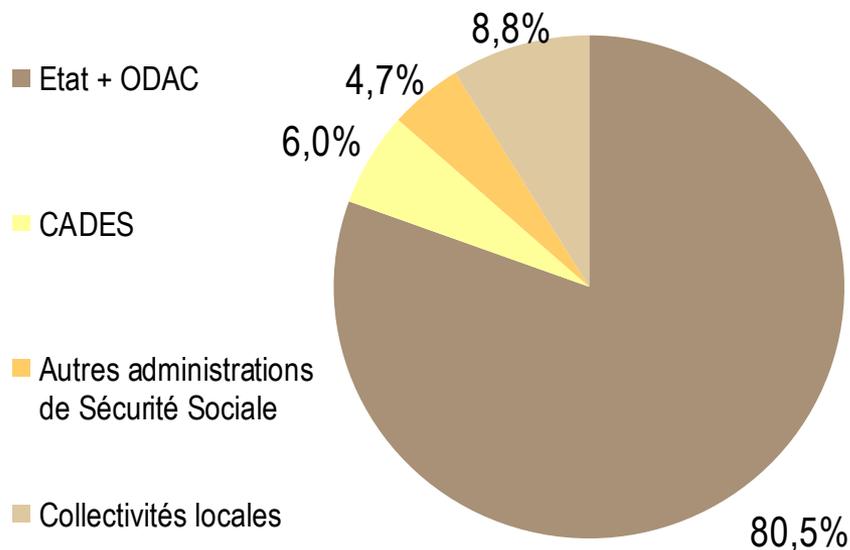
Deux budgets, deux dettes, deux agences

Une seule dette publique française

		2014	2015	2016	
LFSS	Objectif d'amortissement de la CADES	12,7	13,6	14,2	
	Reprise de dette par la CADES	10	10,0	23,6	
	Plafond de découvert de l'ACOSS	34,5	36,3	40 - 30	
	Régime général Sécurité Sociale (hors FSV)				
	Recettes	334,1	339,3	344,0	
	Dépenses	343,8	348,3	350,0	
	Déficit	RG	-9,7	-9,0	-6,0
	FSV	-3,5	-3,8	-3,7	
LF	AFT	69,2	72,9	60,5	
	<i>Plafond de la variation nette de la dette négociable de l'Etat à plus d'un an</i>				
	Etat (Budget général + solde BA & CS)				
	Recettes	228,0	228,8	237,8	
	Dépenses	310,6	302,1	310,1	
	Déficit	-82,6	-73,3	-72,3	

Un maillon essentiel dans la maîtrise et la réduction de la dette sociale en France

Total dette publique (au sens de Maastricht) :
2 103,2 milliards d'euros ⁽¹⁾



Total PIB France 2015 : 2 170 milliards d'euros ^{(1) (2)}

Dette sociale amortie par la CADES depuis 1996 :
110,3 milliards d'euros

→ **Équivalent à 5 % du PIB 2015**

Intérêts économisés sur la dette amortie :
c. 20 milliards d'euros

→ **Equivalent à 1 % du PIB 2015**



**Une diminution de la dette publique française
équivalente à 6 points de PIB**

(1) Données INSEE, septembre 2015

(2) Estimation



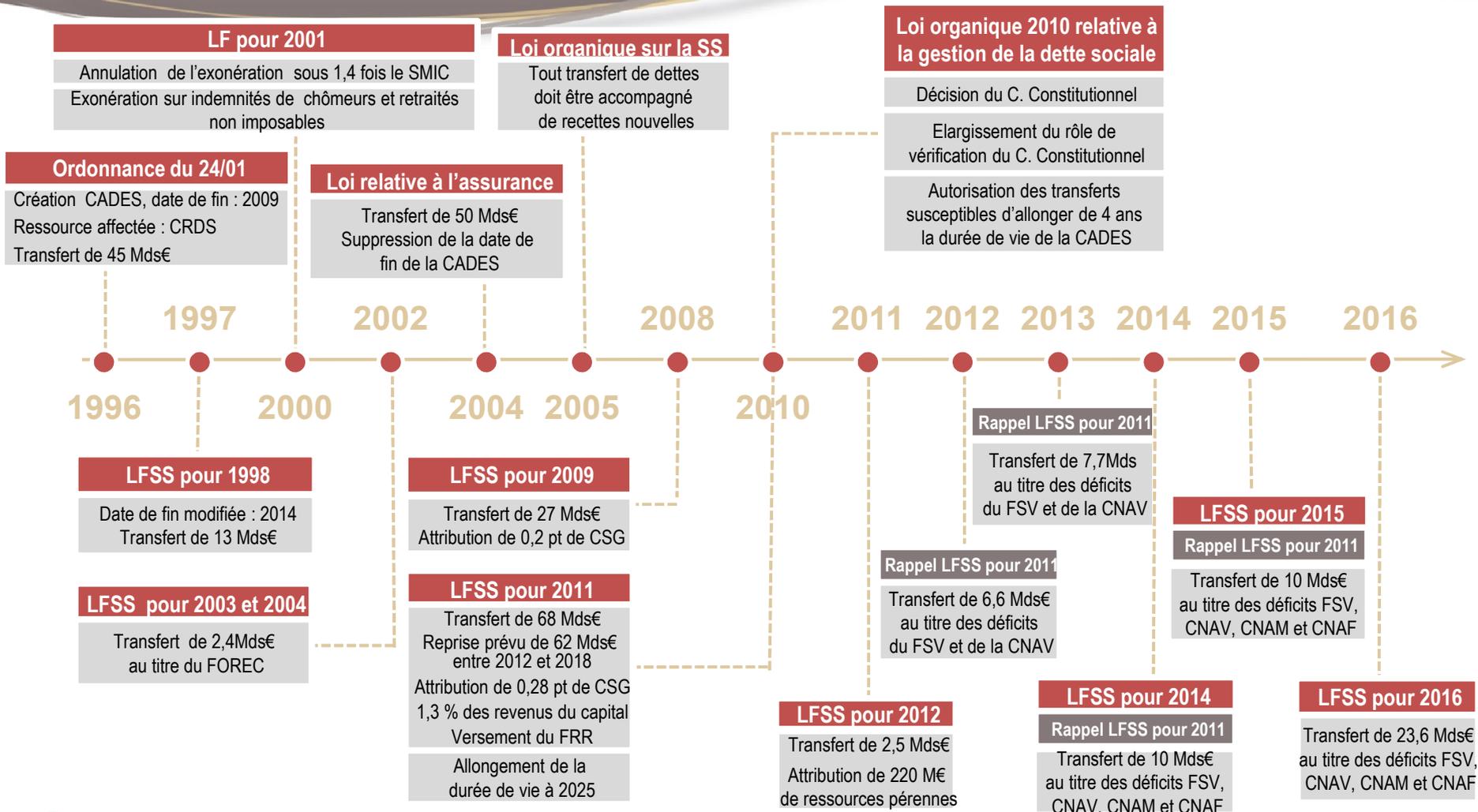
Les atouts de la CADES, 20 ans après sa création

- Des mécanismes de financement et d'amortissement efficaces et éprouvés
- Une sécurité et une liquidité des obligations émises
- Des émissions dans d'autres devises que l'euro
- Des conditions très favorables d'emprunt
- La confiance des grands investisseurs internationaux

110,3 milliards d'euros amortis depuis la création

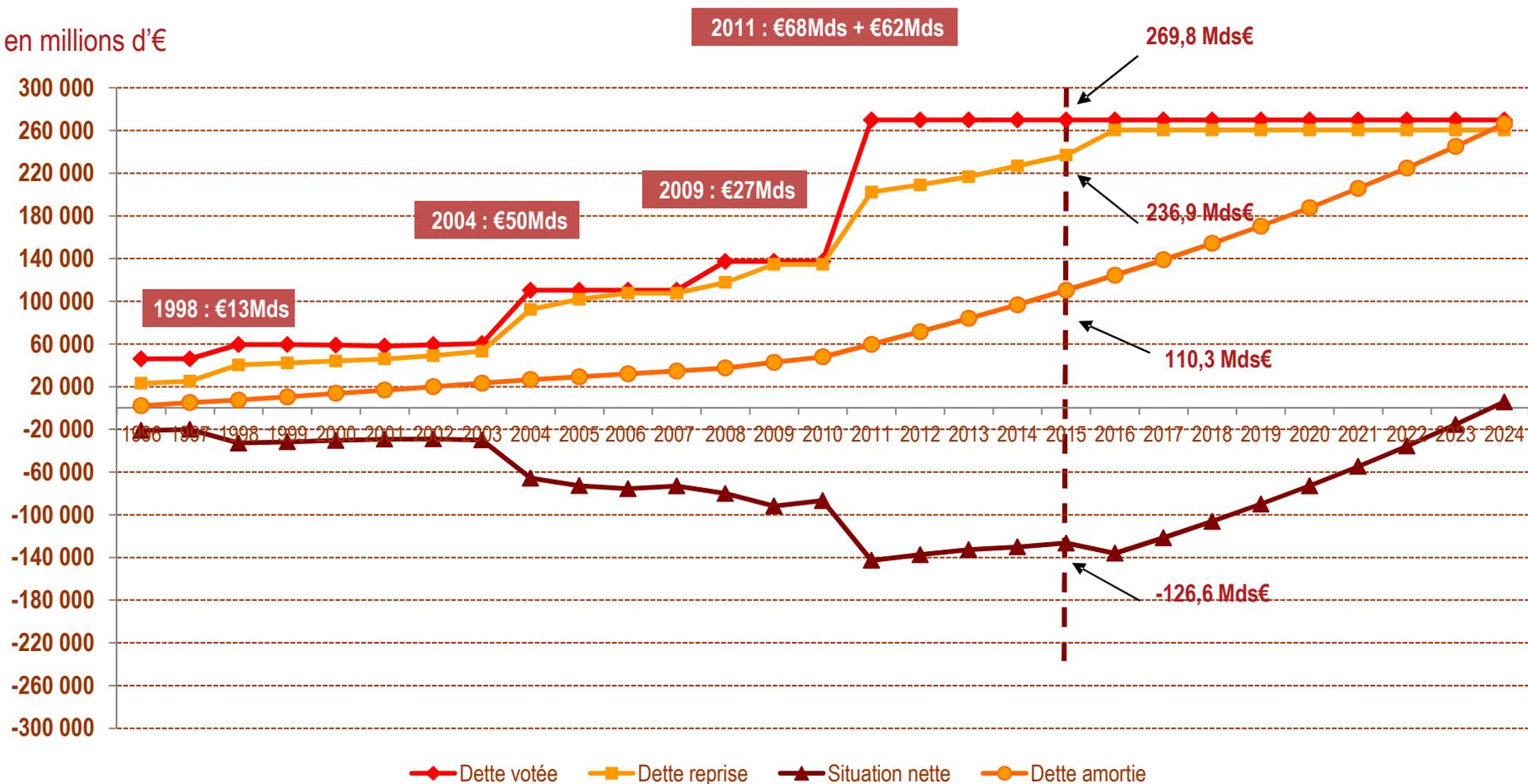
Les principales étapes depuis 1996

237 milliards d'€ repris par la CADES depuis sa création



La dette votée, reprise et amortie après la reprise de dette à la fin de 2015

en millions d'€



En milliards d'€	À fin 2014	A fin 2015
Total de dette votée	269,8	269,8
Dette reprise	226,9	236,9
Total de ressource perçue (i)	141,1	157,5
Capital amorti	96,7	110,3
Intérêts payés	44,4	47,2
Dette restant à amortir (situation nette)	130,2	126,6

Objectif d'amortissement voté dans la LFSS pour 2016: 14,2 Mds d'€

Source : CADES

(i) Y compris €0,5Md pour le total des cessions du patrimoine immobilier

En milliards d'€

	2014	2015
Emprunts de référence en Euros	10	3
Augmentations de souche	1,5	-
Emprunts indexés sur l'inflation	-	-
Emprunts de référence en Dollars américains	5,8	10,3
Emprunts de référence en autres devises et placements privés	0,9	1,6
TOTAL moyen et long-terme	18,2	14,9
Encours de titres à court terme (au 31/12/15)	5,6	7,5
TOTAL	23,8	22,4

Global CP Program

Programme de 60 milliards d'euros

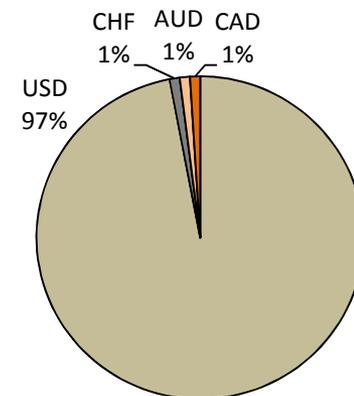
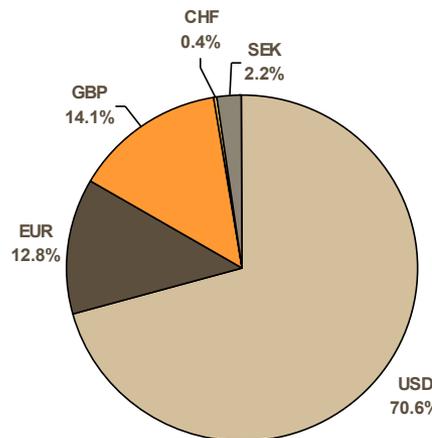
- Euro Commercial Paper Program (ECP)
 - ✓ Toutes devises OCDE
 - ✓ Encours de €5,25 Mds*

- USD Commercial Paper Program (USCP)
 - ✓ Devises : USD
 - ✓ Encours de \$2,94 Mds*

Autres Sources de Financement

- Programme de Billets de Trésorerie de € 15,0Mds
 - ✓ Encours de €0,11 Md*
- Lignes Bilatérales CP

- 12,6 Mds€ émis en 2014
- 16,2 Mds€ émis en 2015



* Au 31/12/2015

- Première transaction à 8 ans en EUR de la CADES
- Malgré les conditions difficiles qui ont fait suite à l'abandon par la Banque Nationale Suisse du cours plancher de sa devise, l'opération a généré une demande de plus de 3 Mds d'€ à un niveau de 10 bp au dessus de l'OAT

- Plus grosse nouvelle souche en GBP sur le secteur agence et supranational en 2015
- Une allocation diversifiée pour un transaction en GBP (30 investisseurs dont 44% banques et 30 % banques centrales)

- 1er emprunt en USD à 5 ans depuis 2013
- Saisie de la dernière fenêtre d'émission avant l'été, alors que le marché USD s'est détérioré au T3/T4
- Banque centrales 47% et Asie 39%

- Première opération en CNH
- Parmi les 3 plus importantes opérations en CNH réalisées par une agence supranationale
- Forte distribution en Asie (42%)

- Plus importante transaction en USD à 7 ans
- Une demande supérieure à 4 Mds de \$
- Forte participation des banques centrales (44%) et de l'Asie (48%)

- 2ème emprunt de référence consécutif de 5 Mds d'USD à 3 ans
- Ecart serré contre swap (+5bps)
- Demandes > 5,5 Mds de \$
- 49% alloué aux banques centrales



15-janv.



28-janv.



05-févr.



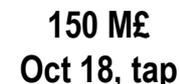
17-févr.



04-mars



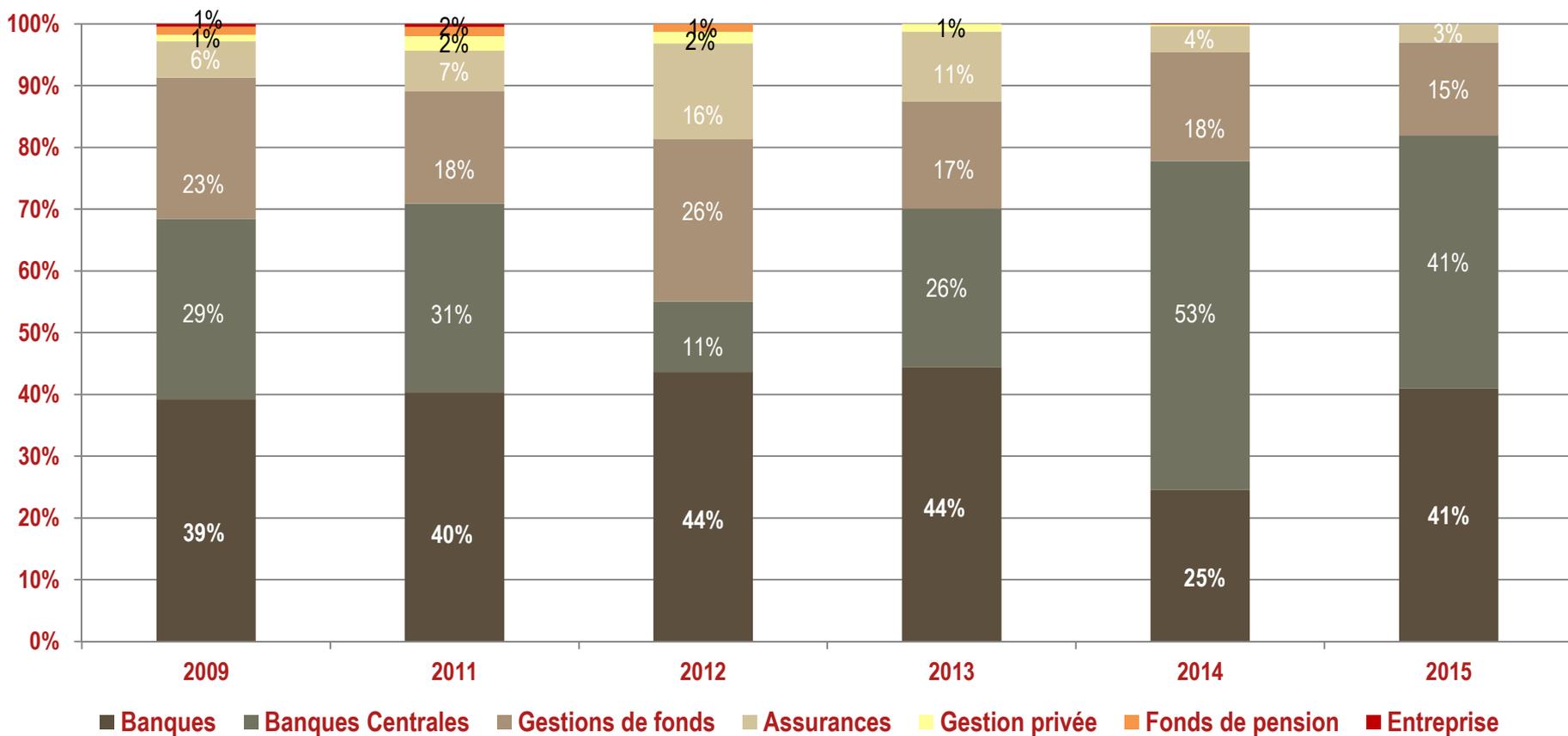
21-juil.



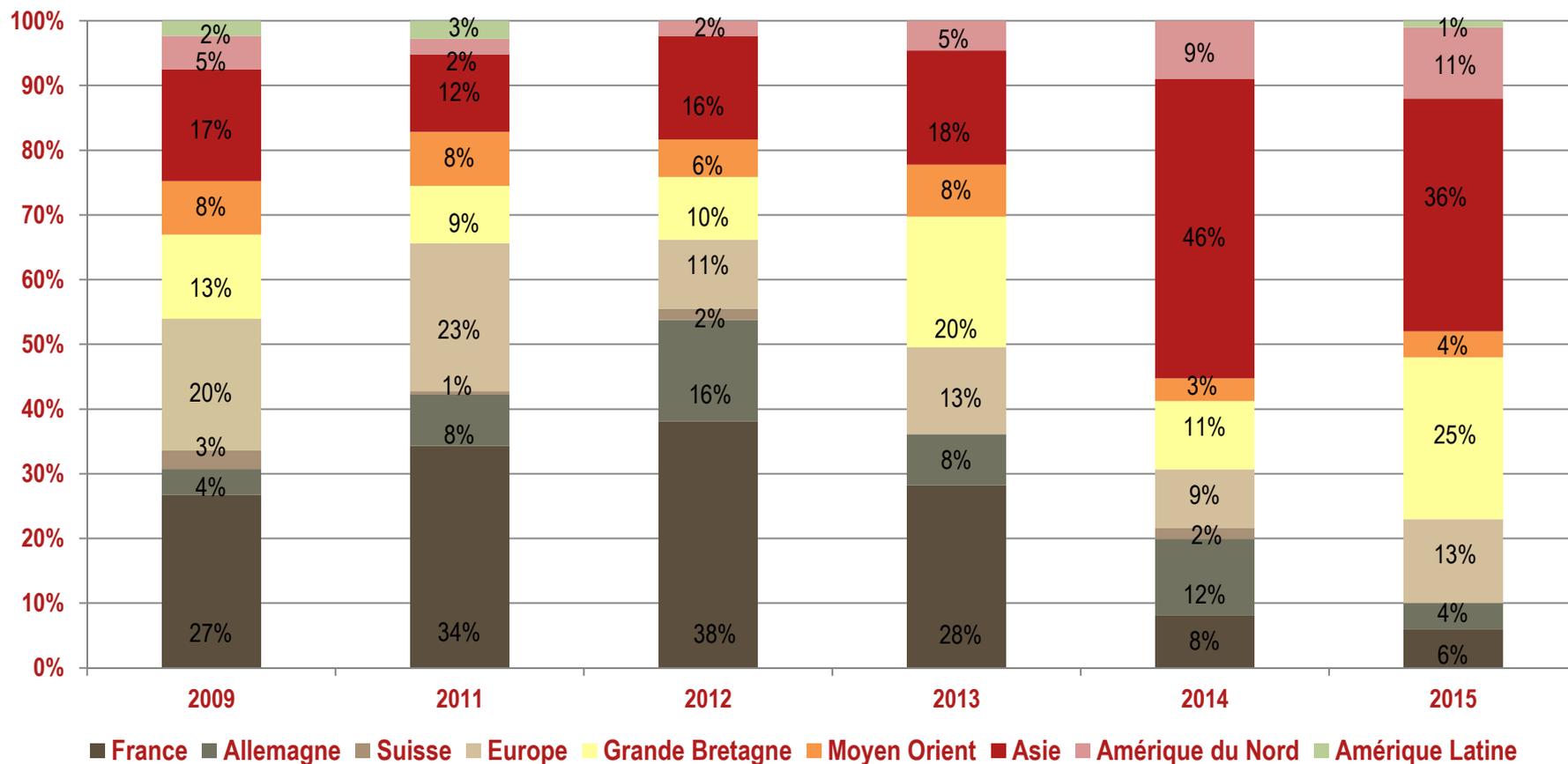
10-nov.

Montant total levé en 2015 (incluant les placements privés) : 14,9 Mds d'€

Evolution de la demande des investisseurs par type d'investisseurs



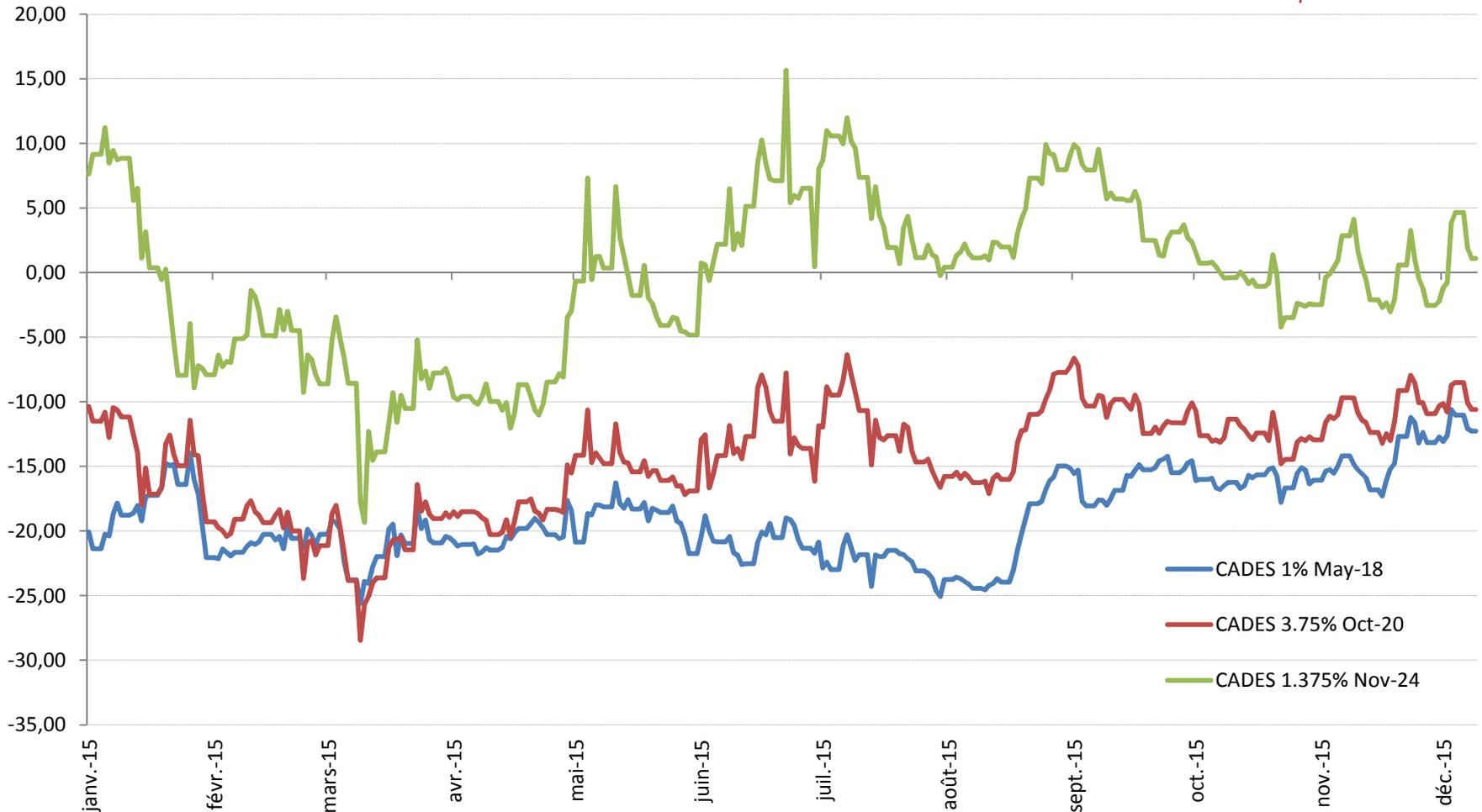
Evolution de la demande des investisseurs par zone géographique

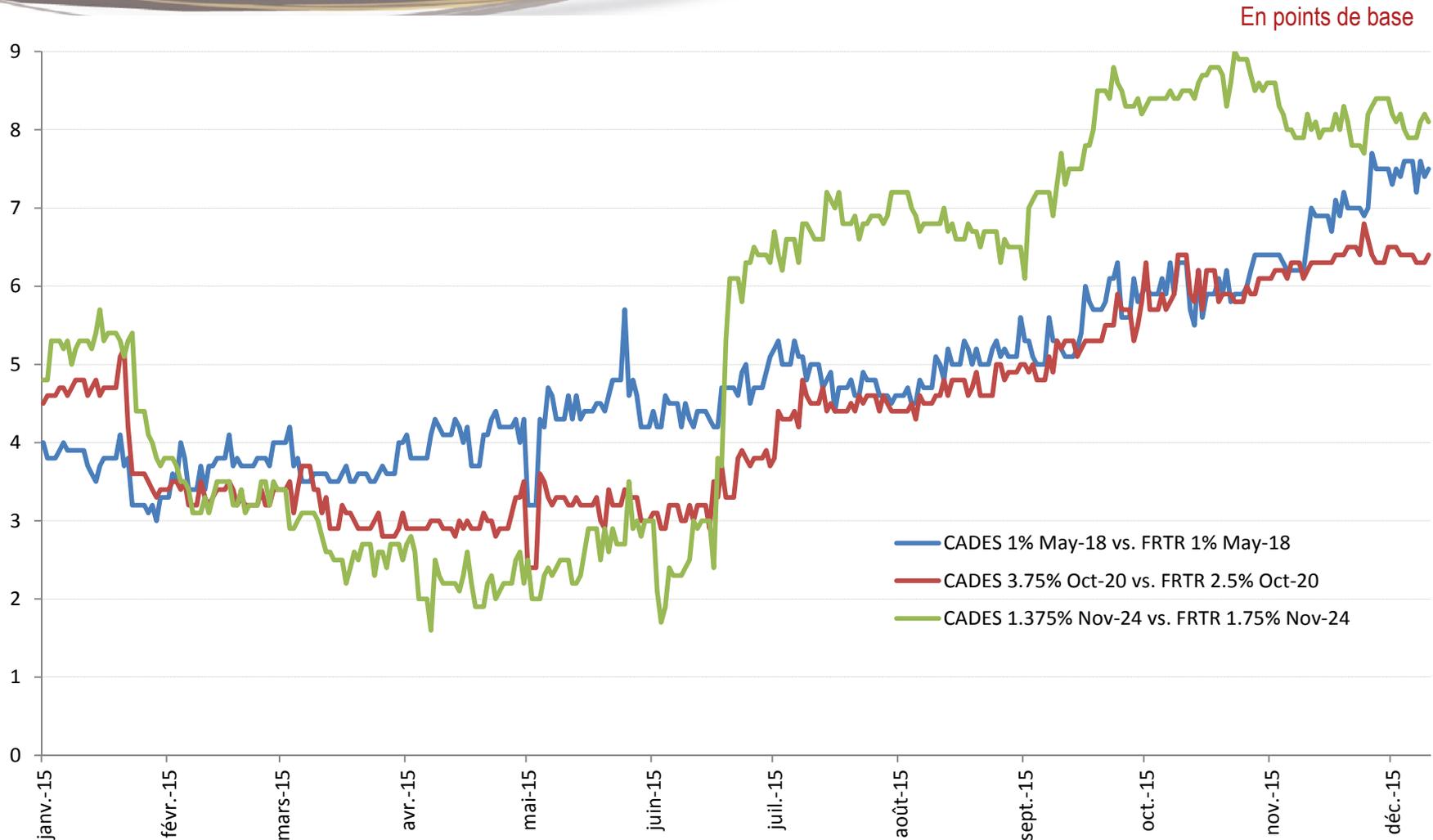




Rendement CADES vs. swap

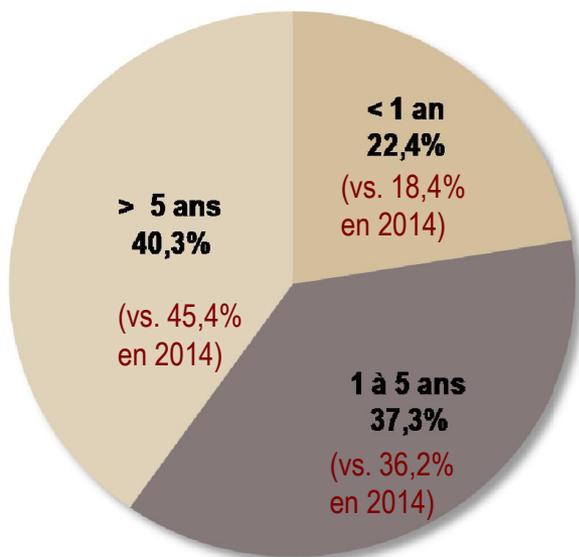
En points de base



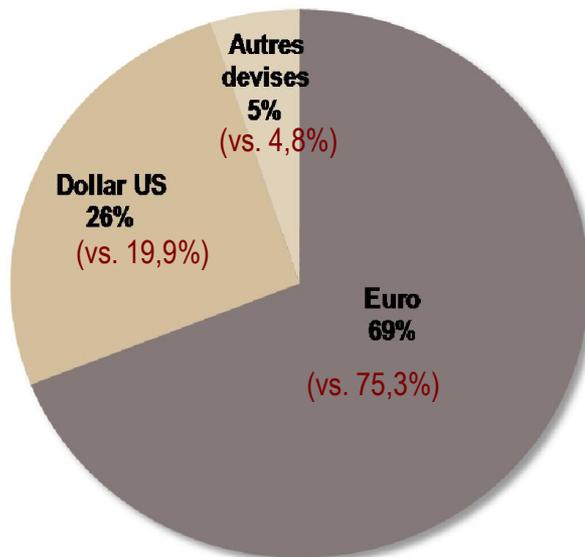


Répartition de l'encours de dette au 31.12.2015 (126,6 milliards d'euros)

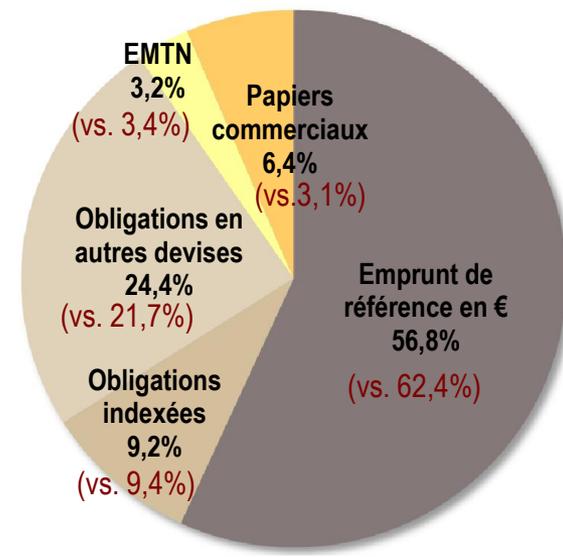
Par maturité



Par devise



Par instrument



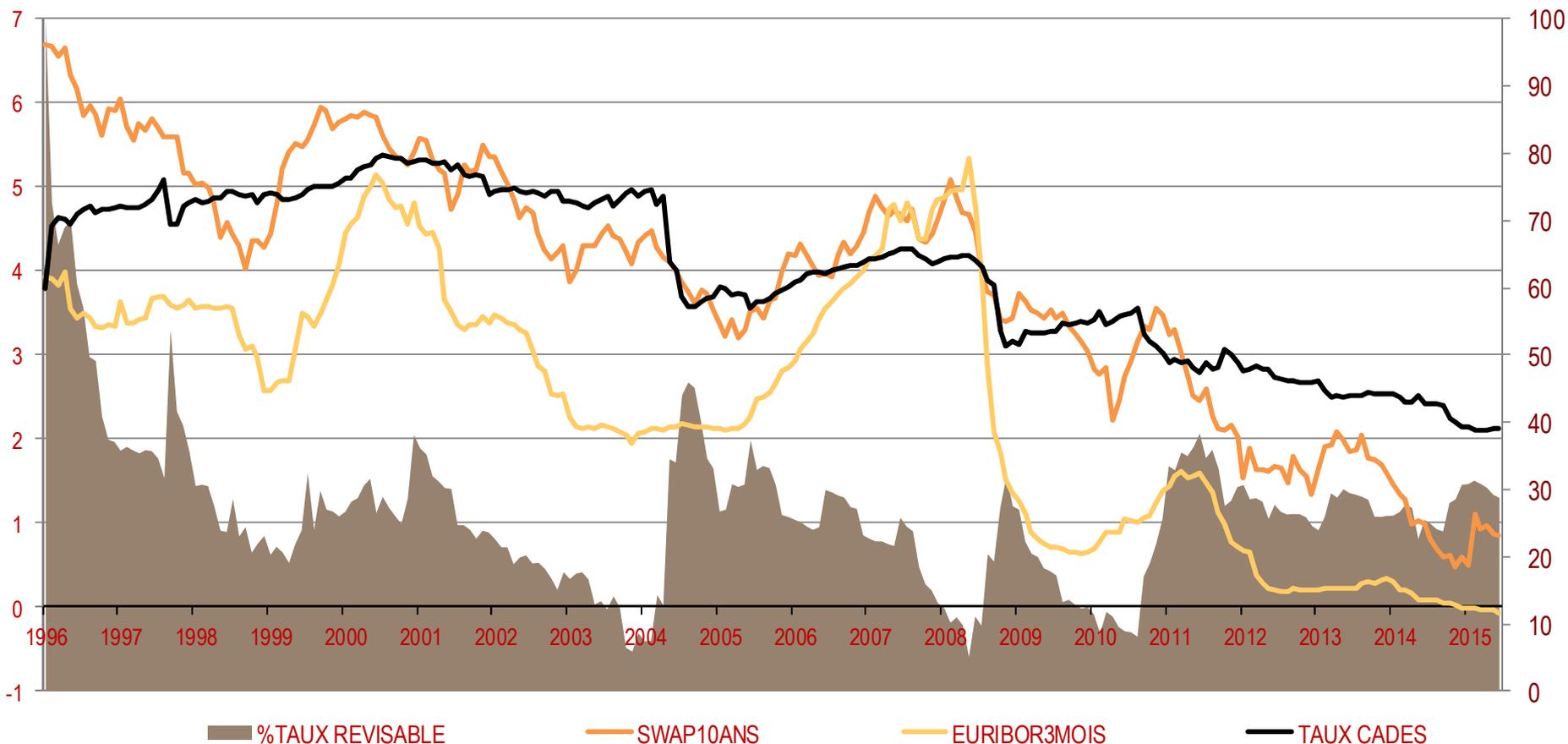


Evolution du taux de refinancement

Un taux de refinancement de 2,08% au 31/12/15

Taux d'intérêt (en %)

Part de taux révisable (en %)

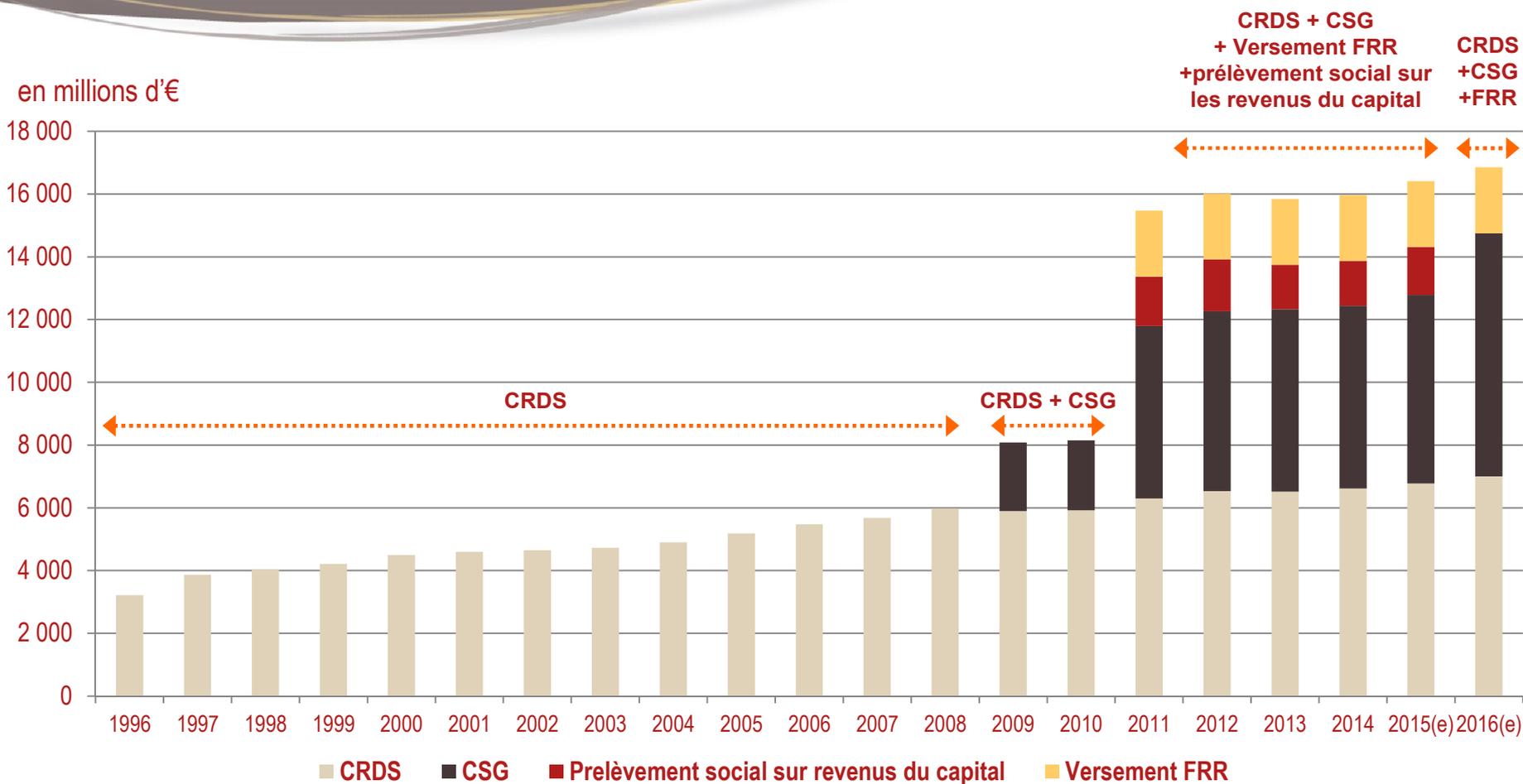




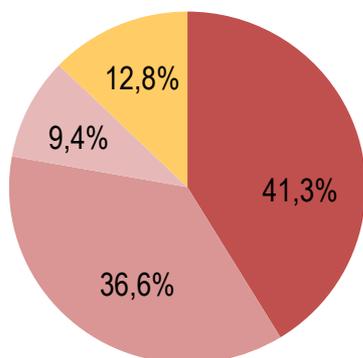
- **La CADES en 2015**
 - Rappels sur la CADES
 - Exécution du programme de financement 2015
 - La situation nette estimée de la CADES à fin 2015
- **La CADES en 2016**
 - Les nouvelles mesures pour 2016
 - Le programme de financement 2016
- **Annexes**
 - Organigramme de la CADES
 - Processus de reprise de dettes
 - Evolution des transferts de dette votés dans le LFSS pour 2011
 - Textes réglementaires
 - Tableau des chiffres clés

- En 2016 : transfert de dette de 23,6 Mds € correspondant :
 - Aux déficits de la branche vieillesse du régime général et du FSV
 - A une partie des déficits des branches famille et maladie

- Simplification des ressources
 - Remplacement de la quote-part de prélèvement social sur les revenus du capital au profit d'une majoration de 0,12 point de CSG la portant ainsi à 0,60 point.

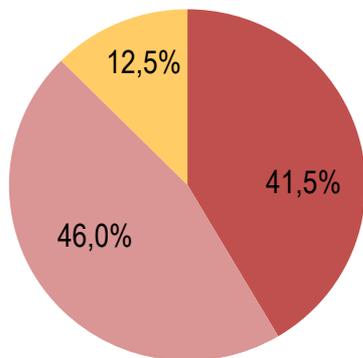


Répartition par nature d'imposition



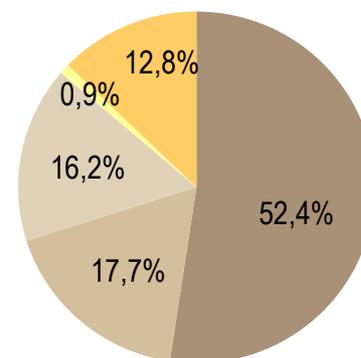
2015

- CRDS
- Prélèvement social sur les revenus du capital
- CSG
- Versement FRR

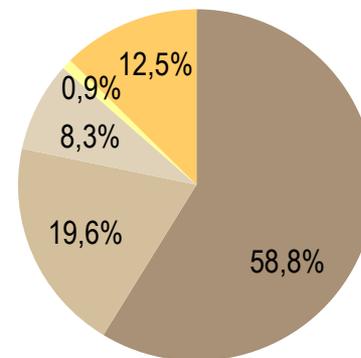


2016

Répartition par type d'imposition



- Revenus d'activité
- Revenus de remplacement
- Patrimoine et placement
- Jeux et bijoux
- Versement FRR

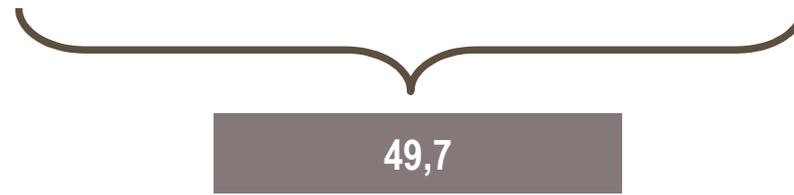


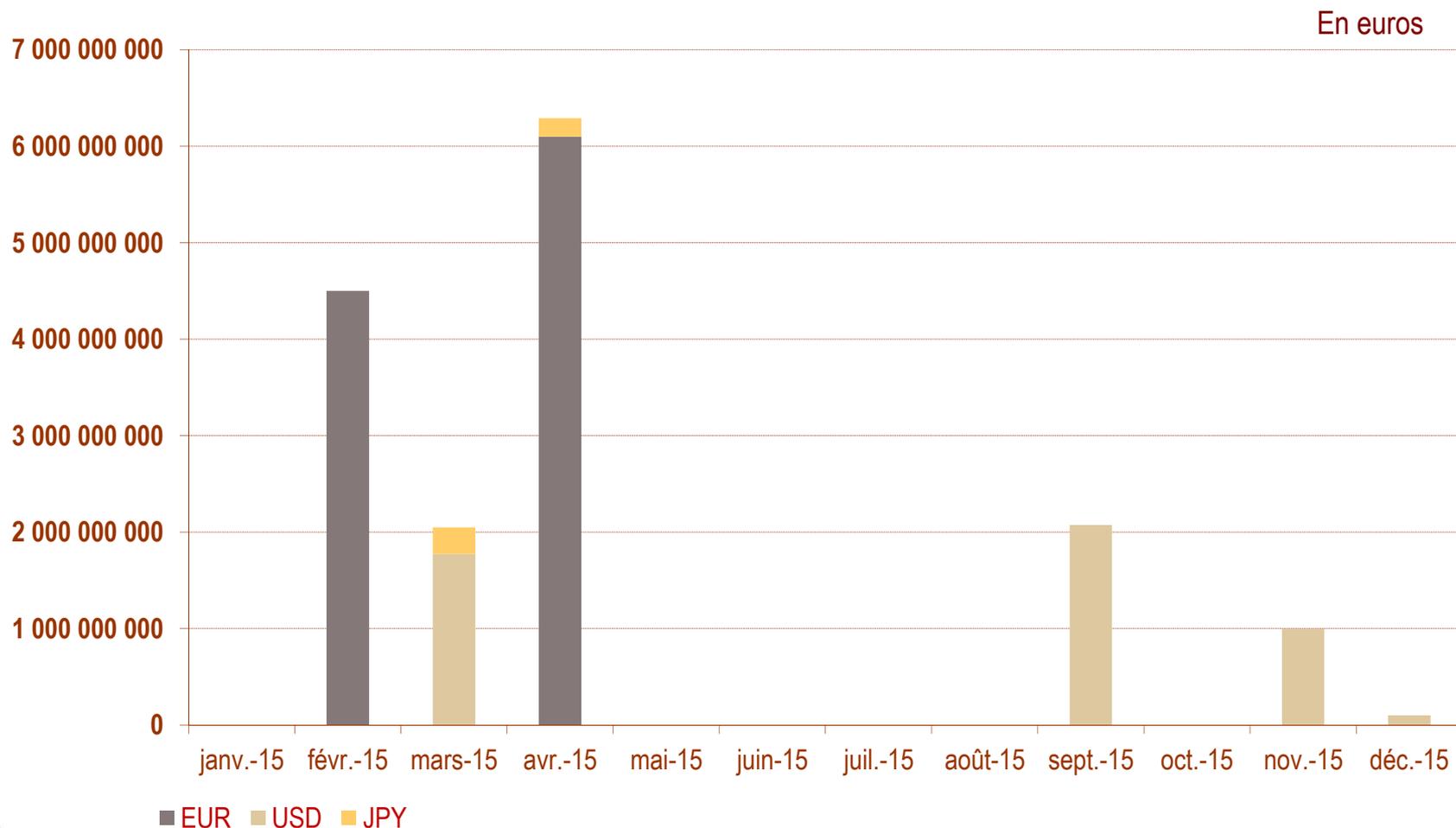
Estimation des besoins de financement pour 2016

En milliards d'€

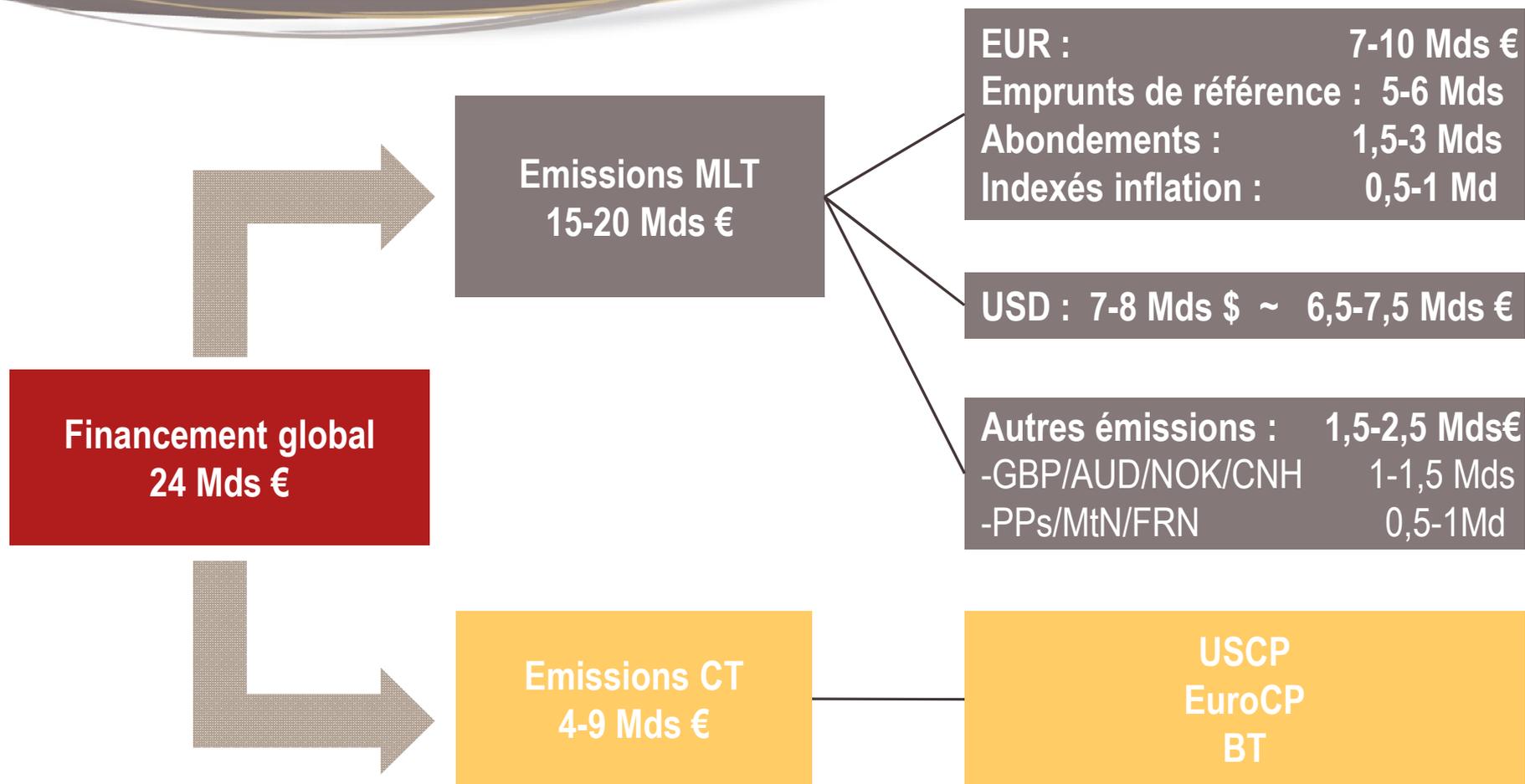
Reprise de dette	23,6
Echéances titres à CT	7,5
Echéances de titres à MLT	16,0
Paiement des intérêts	2,6

Ressource	16,8
Remboursements billets Acoss	9,0
Besoin de financement	23,9

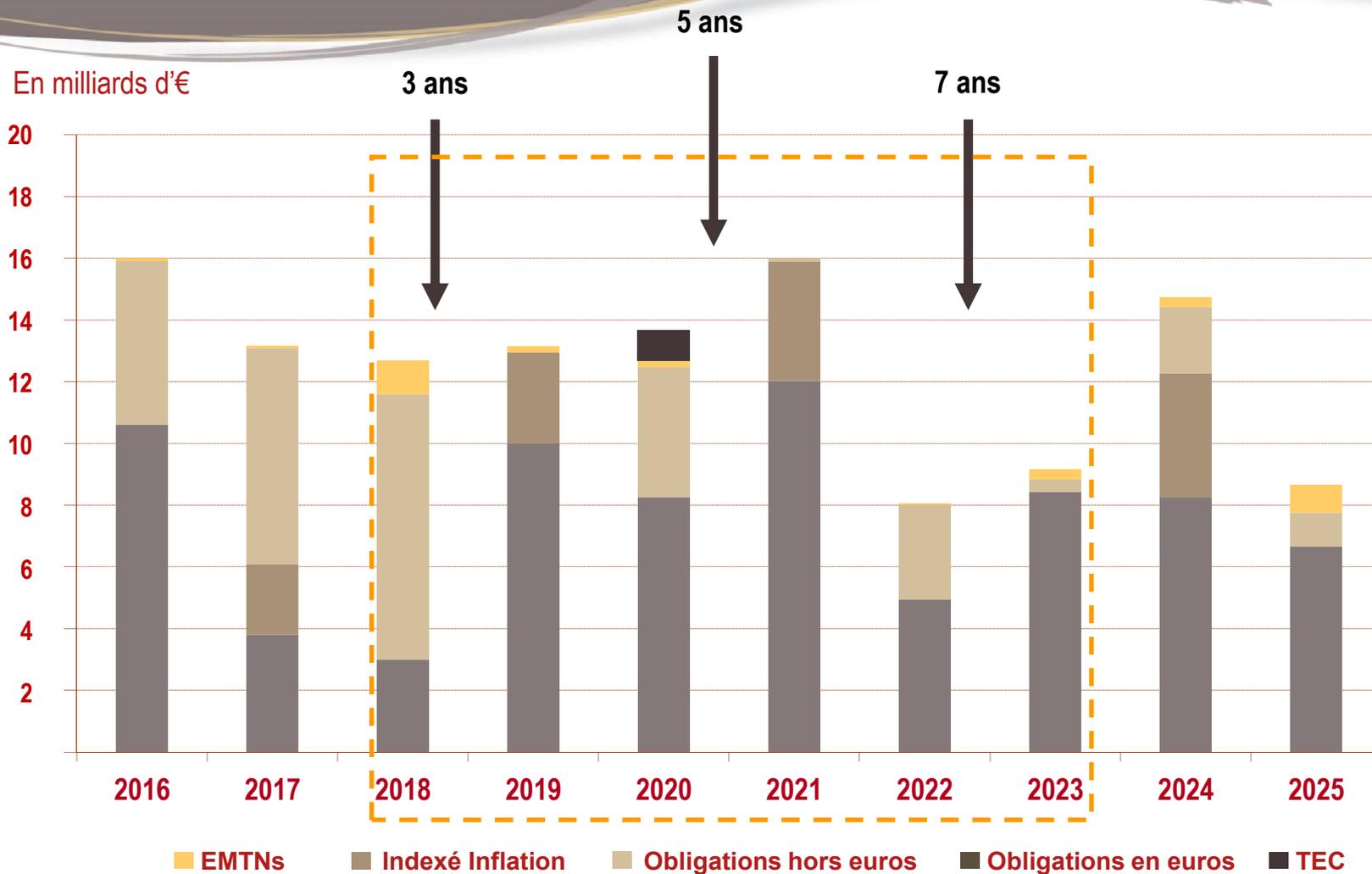




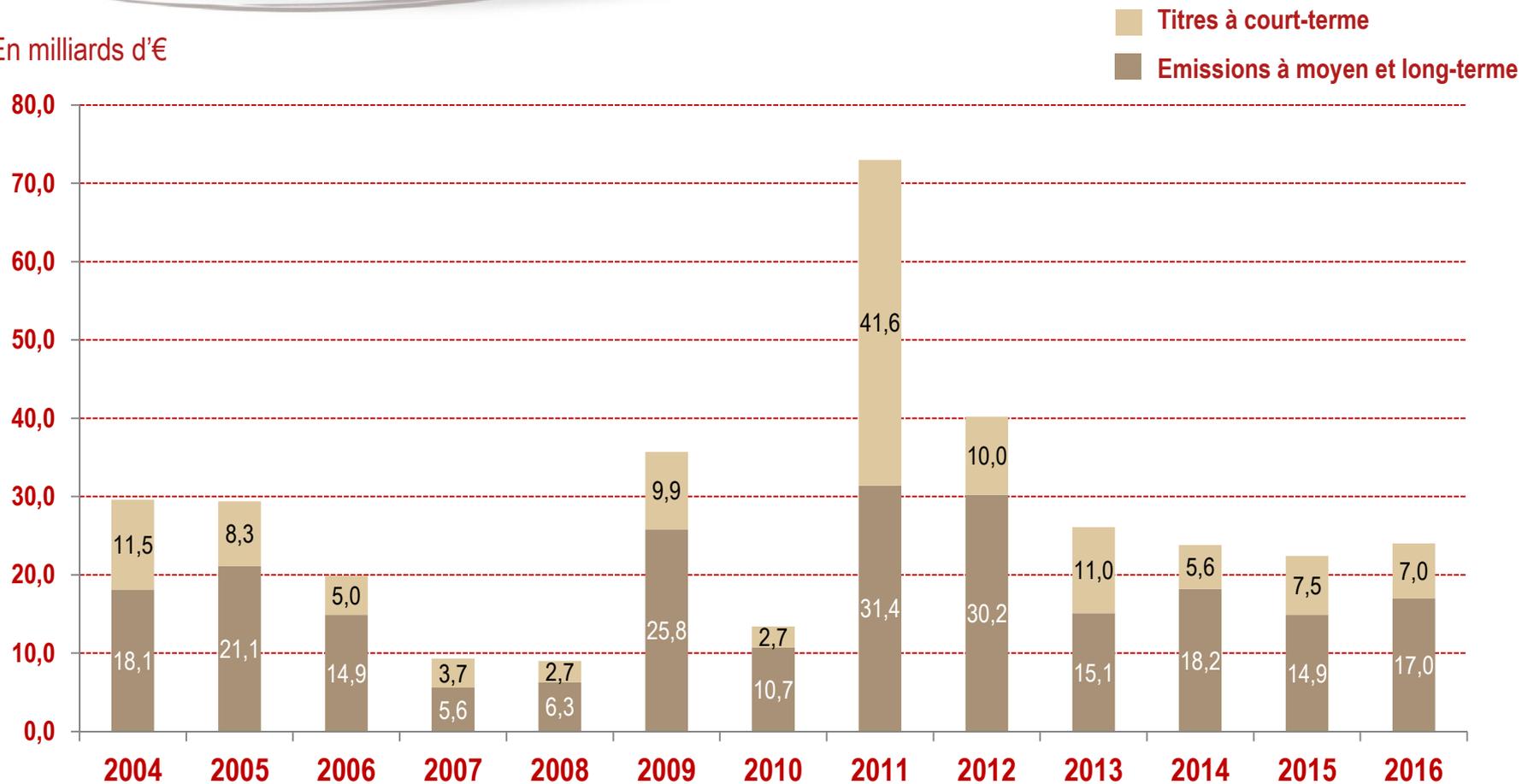
Programme de financement indicatif pour 2016



Echéancier des emprunts à moyen et long-terme

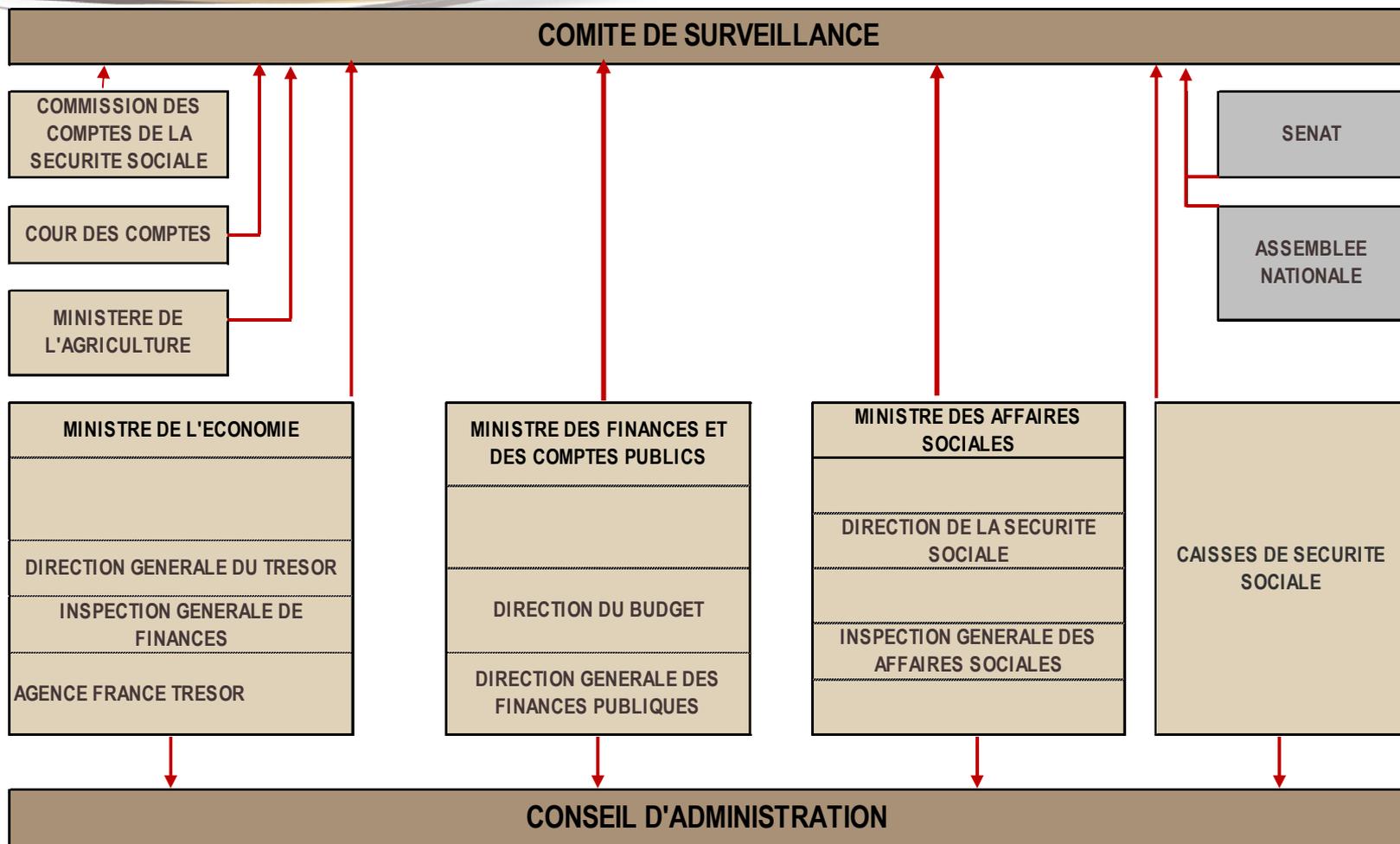


En milliards d'€





- **La CADES en 2015**
 - Rappels sur la CADES
 - Exécution du programme de financement 2015
 - La situation nette estimée de la CADES à fin 2015
- **La CADES en 2016**
 - Les nouvelles mesures pour 2016
 - Le programme de financement 2016
- **Annexes**
 - Organigramme de la CADES
 - Processus de reprise de dettes
 - Evolution des transferts de dette votés dans le LFSS pour 2011
 - Textes réglementaires
 - Tableau des chiffres clés



Président du Conseil d'administration			
Patrice RACT MADOUX			
Membres titulaires		Membres suppléants	
Agence centrale des organismes de sécurité sociale (ACOSS)			
Jean-Eudes TESSON	Président du conseil d'administration	Jean-Claude GUERY	Membre du conseil d'administration
Pierre-Yves CHANU	Vice-président du conseil d'administration	Serge CIGANA	Membre du conseil d'administration
Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAM)			
William GARDEY	Président du conseil	Yves LAQUEILLE	Vice-président du conseil
Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés (CNAV)			
Gérard RIVIERE	Président du conseil d'administration	Pierre BURBAN	Vice-président du conseil
Caisse nationale des allocations familiales (CNAF)			
Jean-Louis DEROUSSEN	Président du conseil d'administration	Jean-Marie ATTARD	Vice-président du conseil d'administration
Caisse nationale du régime social des indépendants (RSI)			
Gérard QUEVILLON	Président du conseil d'administration	Louis GRASSI	Vice-président du conseil
Caisse centrale de la mutualité sociale agricole (MSA)			
Pascal CORMERY	Président du conseil d'administration	Thierry MANTEN	Premier vice-président du conseil d'administration
Représentants du ministre chargé de l'économie et des finances			
Emmanuel BRETIN	Sous-directeur - Direction Générale du Trésor	Olivier VAZEILLE	Chef de bureau - Direction générale du Trésor
Ambroise FAYOLLE	Directeur général Agence France Trésor	Maya ATIG	Directrice générale adjointe - Agence France Trésor
Représentants du ministre chargé du Budget			
Olivier TOUVENIN	Sous-directeur - DGFIP	Jean-Philippe ESPIC	Chef de bureau - DGFIP
Représentants du ministre chargé de la sécurité sociale			
Thomas FATOME	Directeur de la Sécurité Sociale	Jean-François CHADELAT	Inspecteur général des affaires sociales
Jonathan BOSREDON	Sous-directeur du financement de la sécurité sociale	Amandine GIRAUD	Adjointe au Sous-directeur du financement de la sécurité sociale
Représentants du conseil de surveillance du Fonds de réserve pour les retraites (FRR)			
Valérie CORMAN	Administrateur	Emilie MARTINEZ	Administrateur suppléant

Parlementaires membres du Comité de Surveillance

- Membres de
l'Assemblée Nationale



Mme Valérie RABAULT (Présidente)
députée du Tarn-et-Garonne



M. Bernard ACCOYER
député de la Haute-Savoie

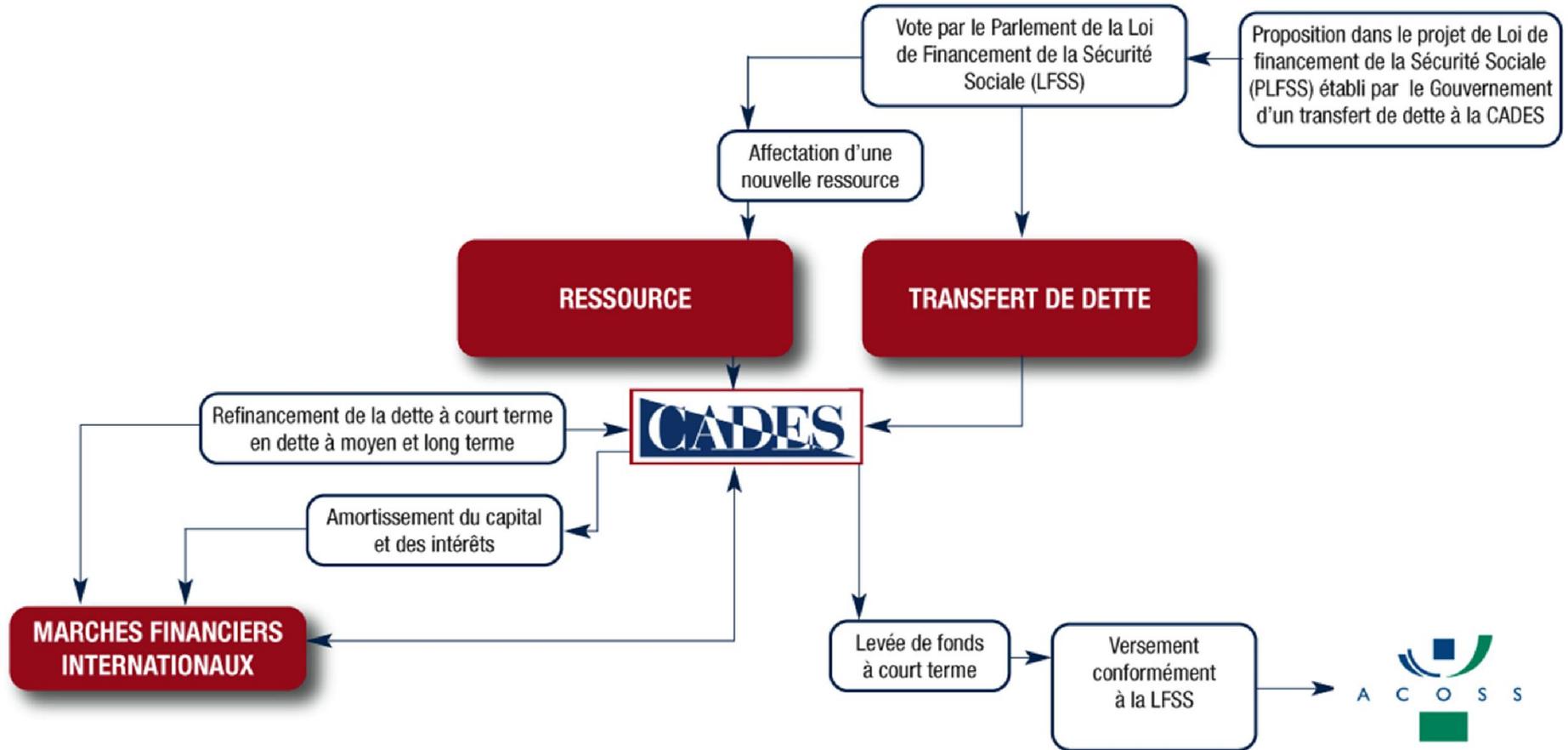
- Membres du Sénat



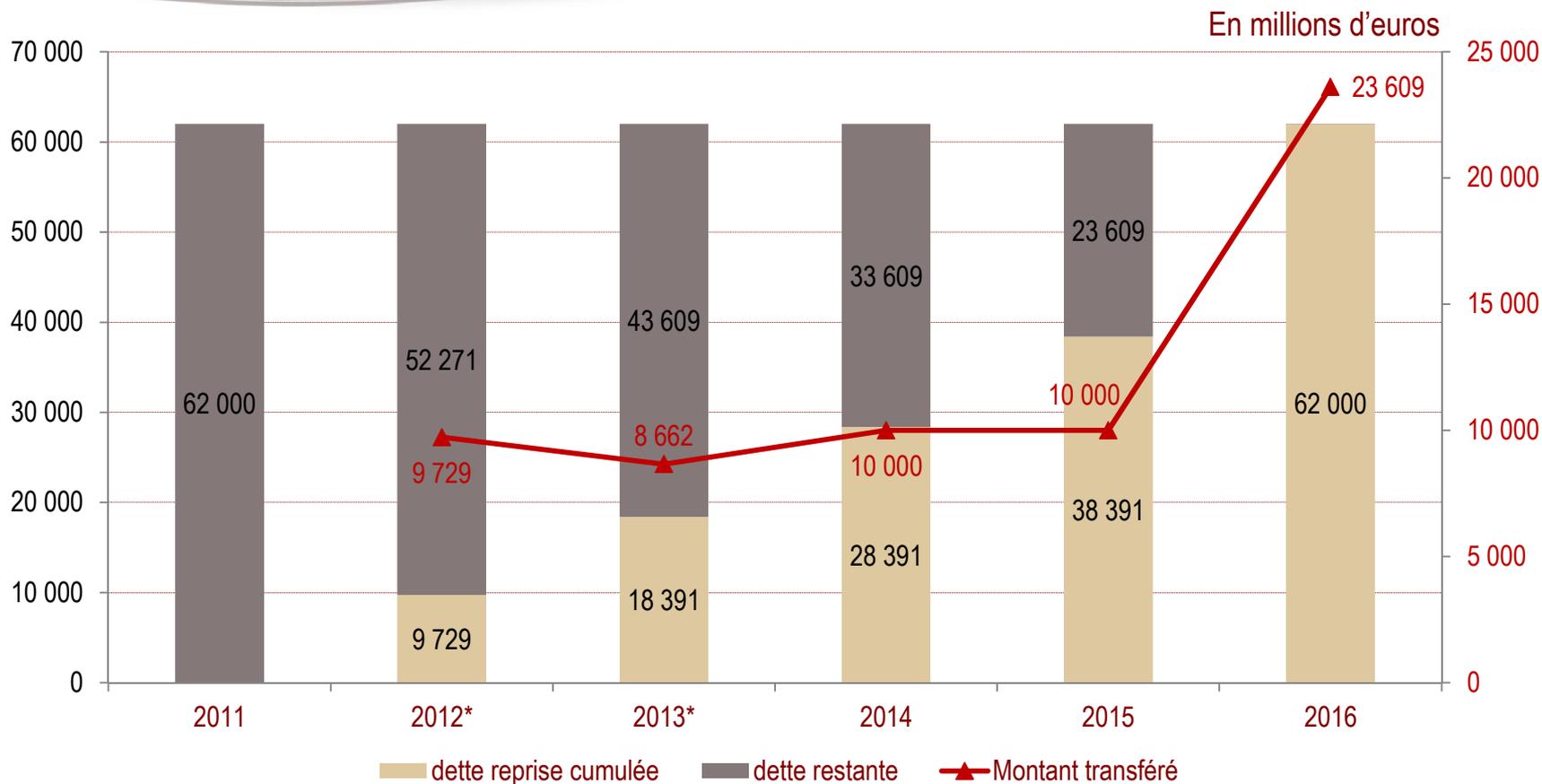
M. Jean-Noël CARDOUX
sénateur du Loiret



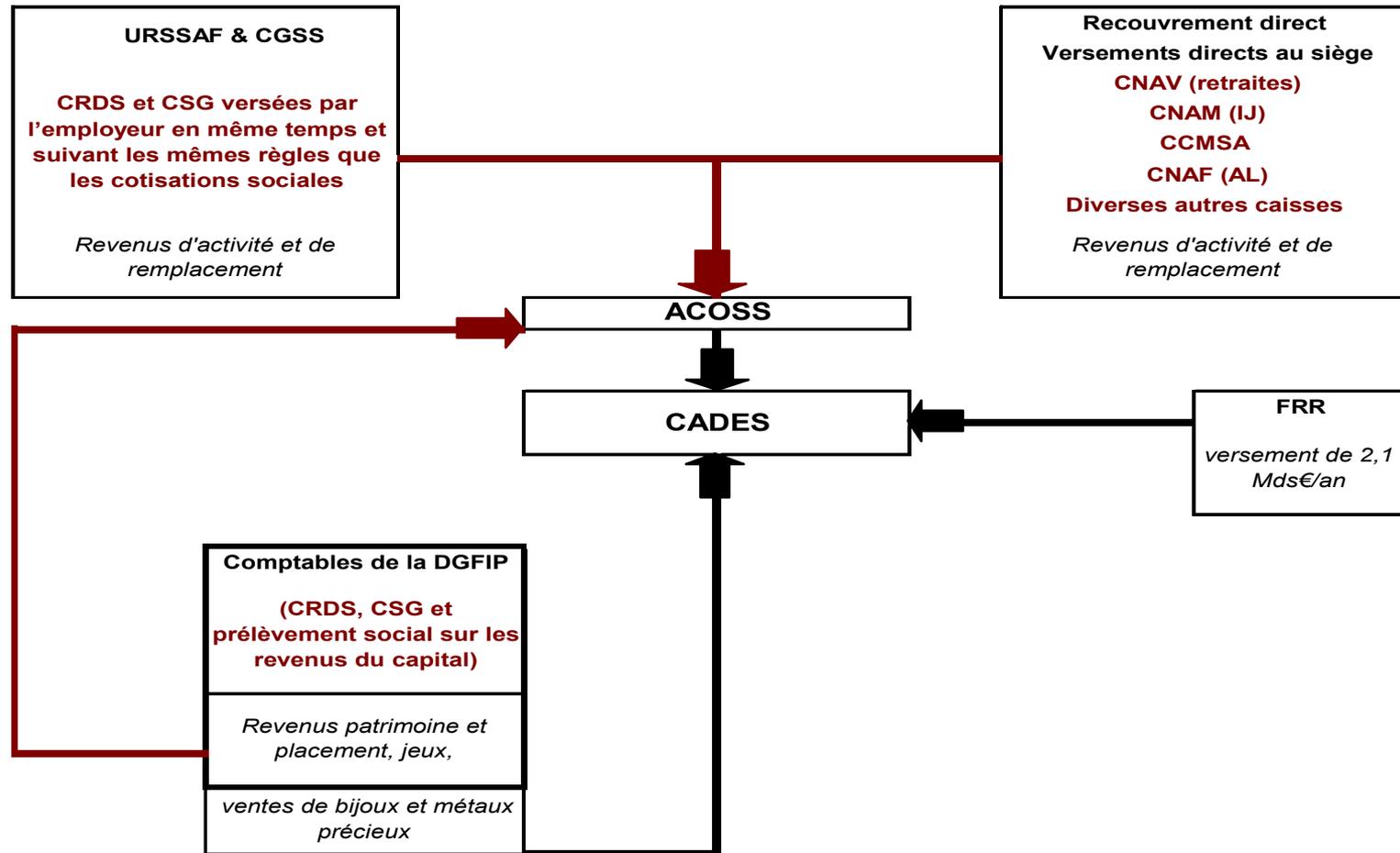
M. Francis DELATTRE
sénateur du Val d'Oise

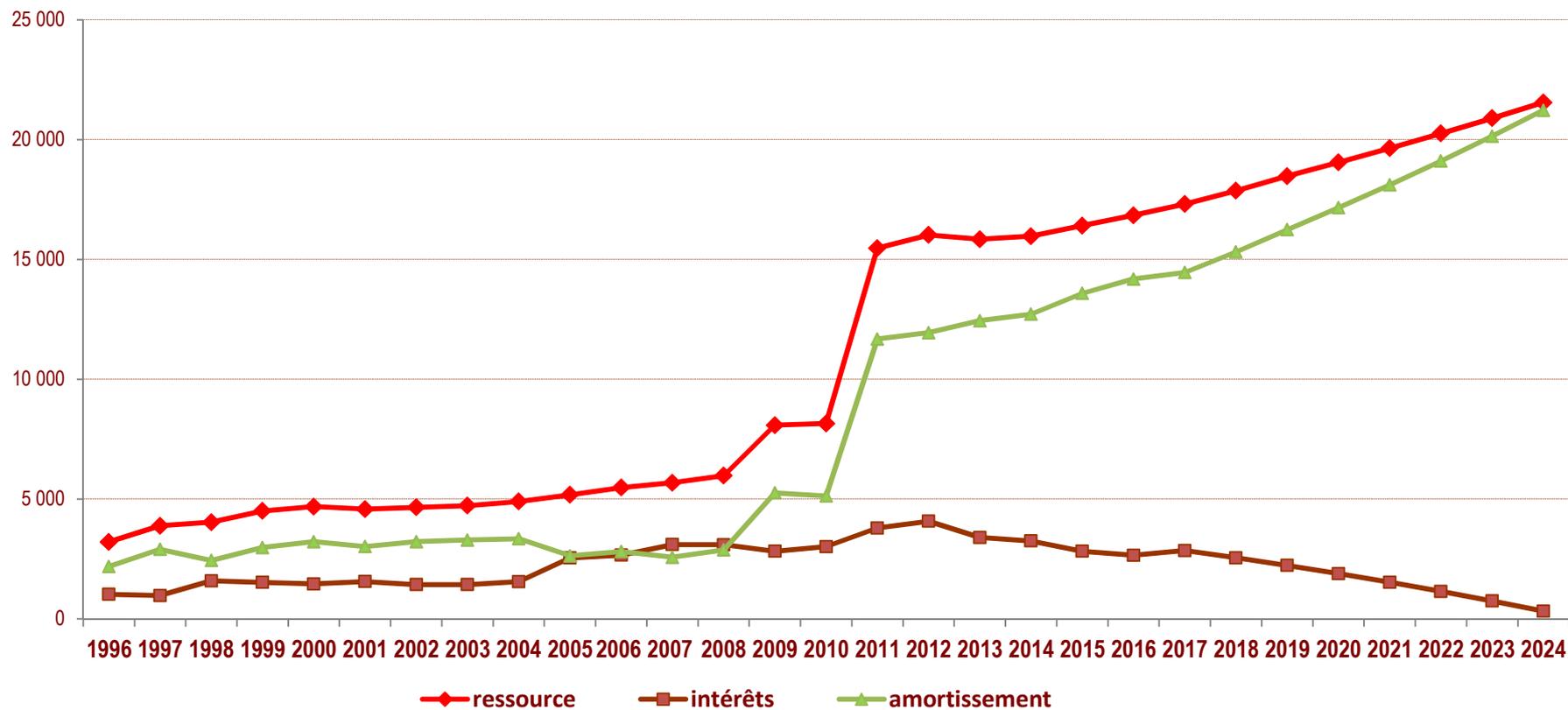


Evolution des transferts de dette votés dans le LFSS pour 2011



Circuit des versements de la ressource à la CADES en 2015





- Création de la CADES (Ordonnance n°96-50 du 24 janvier 1996)
 - Statut d'Etablissement Public Administratif (décret 53-1227 du 10 décembre 1953)
 - Création d'une ressource exclusive et affectée (chapitre 2 de l'ordonnance n°96-50)
 - Garantie de ressource (article 7 de l'ordonnance n°96-50)

- Augmentation de la protection législative de la CADES
 - Garantie de liquidité (Loi organique n°2001-692 relative aux lois de finances du 1er août 2001 + article d'équilibre des lois de finances annuelles)
 - Tout transfert de dette doit prévoir des ressources additionnelles afin de ne pas augmenter la durée de vie de la CADES (Loi organique du 2 août 2005)
 - Qualité de la ressource (Loi organique n°2010-1380 du 13-11-2010 relative à la gestion de la dette sociale validée par le Conseil constitutionnel – Décision 2010-620DC du 16 décembre 2010)

	versement traduit en report à nouveau	versement CANAM	versement selon LFSS	Actifs FRR	Hors-bilan Etat	Hors-bilan SS	versement etat	Dettes votées	Dettes reprise	versement intérêts s/emprunts	ressources (CRDS +CSG+rev cap+ Immobilier)	ressources (CRDS +CSG+ Immobilier) +actifs FRR	résultat	situation nette	estimation de la dette amortie cumulée (8) + (12)	estimation de la dette amortie annuelle
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)		
1996	20 886	457			22 867		1 906	46 116	23 249	1 027	3 211	3 211	-179	-21 065	2 184	2 184
1997					20 962		1 906	46 116	25 154	976	3 883	3 883	1 001	-20 063	5 091	2 907
1998	13 263				19 056		1 906	59 379	40 323	1 590	4 034	4 034	538	-32 788	7 535	2 444
1999					17 150		1 906	59 379	42 228	1 524	4 504	4 504	1 074	-31 713	10 515	2 980
2000					14 818		1 906	58 952	44 134	1 462	4 688	4 688	1 138	-30 393	13 741	3 226
2001					12 000		1 852	57 986	45 986	1 560	4 581	4 581	1 169	-29 224	16 762	3 021
2002					9 000	1 283	3 000	59 269	48 986	1 433	4 660	4 660	227	-28 997	19 989	3 227
2003			1 283		6 000	1 097	3 000	60 366	53 269	1 432	4 728	4 728	-987	-29 984	23 285	3 296
2004	35 000		1 097		3 000	15 000	3 000	110 366	92 366	1 554	4 899	4 899	-752	-65 736	26 630	3 345
2005	6 610					6 700	3 000	110 366	101 976	2 548	5 181	5 181	-367	-72 713	29 263	2 633
2006	5 700							110 366	107 676	2 664	5 479	5 479	2 815	-75 598	32 078	2 815
2007	-65							110 366	107 611	3 103	5 681	5 681	2 578	-72 955	34 656	2 578
2008	10 000							137 366	117 611	3 095	5 980	5 980	2 885	-80 070	37 541	2 885
2009	17 000							137 366	134 611	2 822	8 082	8 082	5 260	-91 810	42 801	5 260
2010								137 366	134 611	3 016	8 151	8 151	5 135	-86 675	47 936	5 135
2011	67 767			2 100				269 833	202 378	3 794	13 372	15 472	11 678	-142 764	59 614	11 678
2012	6 648			2 100				269 833	209 026	4 075	13 924	16 024	11 949	-137 463	71 563	11 949
2013	7 719			2 100				269 833	216 745	3 399	13 742	15 842	12 443	-132 739	84 006	12 443
2014	10 000	142		2 100				269 833	226 887	3 253	13 870	15 970	12 717	-130 164	96 723	12 717
2015 est	10 000			2 100				269 833	236 887	2 827	14 314	16 414	13 587	-126 577	110 310	13 587
2016 est	23 609			2 100				269 833	260 496	2 658	14 741	16 841	14 183	-136 004	124 492	14 183
Total	234 137	457	2 380	12 600	0	0	23 380	269 833	260 496	49 812	161 704	174 304	98 093	-136 004	124 492	124 492



Contacts



15 rue Marsollier
75002 Paris

 +33 1 55 78 58 00

www.cades.fr

actifin

76-78 rue Saint Lazare
75009 Paris

www.actifin.fr

Président

patrice.ract-madoux@cades.fr

Opérations

philippe.noel@cades.fr

pierre.hainry@cades.fr

thomas.barbier@cades.fr

Communication

genevieve.gauthey@cades.fr

Relations Presse

Alexandre Commerot

acommerot@actifin.fr

 +33 1 56 88 11 28

Les présents documents écrits ne doivent pas être diffusés aux États-Unis. Les informations contenues dans les présentes ne constituent pas une offre de valeurs mobilières à vendre aux États-Unis.

Les présents documents ne doivent pas être diffusés, directement ou indirectement, aux États-Unis (y compris dans leurs territoires et possessions, un quelconque État des États-Unis et le District de Columbia). Les présents documents ne constituent pas ni ne font partie d'une offre ou d'une sollicitation d'achat ou de souscription de valeurs mobilières aux États-Unis. Les Billets auxquels il est fait référence dans les présentes n'ont pas été et ne seront pas inscrits en vertu de la Loi états-unienne de 1933 sur les valeurs mobilières, telle que modifiée (la « Securities Act »), et ne peuvent être proposés ou vendus aux États-Unis ou à des ressortissants des États-Unis à moins d'être inscrits en vertu de la Securities Act ou d'une exemption des obligations d'inscription de la Securities Act. Aucune offre publique de titres ne sera faite aux États-Unis.